

Actualité analyse



Chauvussy/Sipa

Vœux de François Hollande aux représentants des entreprises, le 17 janvier. « Vous êtes la France, vous portez une part de l'intérêt général. »

Les patrons gardent Hollande en observation

Plus des deux tiers des dirigeants de PME et d'ETI jugent les mesures économiques du président « de nature à décourager l'entrepreneuriat ».

Le grand amour, ce n'est pas pour tout de suite. Certes, le moral des dirigeants d'entreprise, que *Challenges* et la Banque Palatine sondent chaque mois avec l'Observatoire de la performance des PME-ETI, s'améliore un peu (*lire page 26*). Mais le pacte de compétitivité, le lancement de la Banque publique d'investissement et l'accord sur le marché du travail ne provoquent pas l'enthousiasme des dirigeants d'entreprises petites, moyennes ou inter-

médiaires. François Hollande a beau multiplier les déclarations et les gestes tendres – comme, mi-janvier, lors de ses vœux aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi (« Vous êtes la France, vous la servez par l'action que vous menez, vous portez une part de l'intérêt général ») –, la défiance reste de mise. Aujourd'hui, plus des deux tiers de ces patrons se disent inquiets des mesures gouvernementales, révèle une enquête réalisée par le cabinet *Denjean Associés* (*lire ci-contre*). Seuls 41% les jugent

justifiées dans le contexte actuel... quand 71% déclarent tout bonnement qu'elles découragent l'entrepreneuriat!

Signes encourageants

A l'automne 2012, le rapport Gallois avait pourtant suscité un espoir. « Il a été un tournant : mois après mois, on voit de réelles avancées dans l'arsenal de mesures pour les PME et ETI, comme le CICE ou l'accord sur l'emploi pour lequel le gouvernement a mis beaucoup de

pression », admet David Simonnet, président du directoire d'Axyntis (chimie fine). Jérôme Frantz, président de la Fédération des industries mécaniques et directeur général de l'équipementier automobile Frantz Electrolyse, confirme : « C'était le signe qu'on avait des politiques qui prenaient conscience des problèmes et de l'urgence de la situation. »

Dispositifs contre-productifs

Désenchantés, ces patrons jugent aujourd'hui les dispositifs insuffisamment estampillés « à PME » ou contre-productifs. La taxe à 75% des hauts revenus a laissé des traces. Pour Samuel Cette, dirigeant du groupe de formation dans la santé Adonis, « elle marque le clivage entre des patrons qui se goinfrent et les autres qui galèrent ».

Ce texte, comme celui sur la taxation des plus-values de cession, n'a pas aidé à vendre les grands chantiers du gouvernement, eux aussi critiqués. « Le rapport Gallois a été fait par un ancien patron d'un très grand groupe, l'accord sur l'emploi a été conclu par le Medef... Tout cela ne nous concerne pas ! » pointe Samuel Cette. Bruno Grandjean, président du directoire de Redex, spécialisée dans la fabrication de pièces pour machines-outils, renchérit : « A l'arrivée, on a un peu oublié l'industrie, secteur le plus exposé à la compétition internationale, et sur laquelle il aurait fallu concentrer les moyens. McDo ne va pas délocaliser ses emplois hors de France ! »

Même les mesures les plus emblématiques ne font pas l'unanimité. La suppression de la détaxation des heures supplémentaires ? Elle n'aura aucun impact sur la politique d'embauche ou salariale. Pis, elle est synonyme de baisse de revenus. « C'est une vraie ânerie ! Chacun de mes salariés a perdu entre 60 et 80 euros par mois », peste André Bousquet, fondateur de Meljac, un fabricant d'appareillage électrique. Thomas Santini, patron du groupe toulousain d'hôtels-restaurants La Pergola, ajoute : « C'est la mesure qui nous a le plus percutés. Dans le secteur, tous nos salariés sont à 39 heures, et on a du mal à recruter. Pour l'instant, je compense, mais jusqu'à quand ? »

« La suppression de la détaxation des heures supplémentaires est une vraie ânerie. »

André Bousquet, fondateur de Meljac.

Des mesures très impopulaires auprès des dirigeants

Les mesures économiques et fiscales du début du quinquennat de François Hollande...

58% Ne sont pas justifiées par le contexte actuel

69% Vous inquiètent

71,5% Sont de nature à décourager l'entrepreneuriat

Les organisations patronales (Medef, CGPME, Croissance Plus...) sont-elles en phase avec vos préoccupations ?

69,5% Oui

Le mouvement des « pigeons » répond-il mieux à vos préoccupations ?

53,5% Oui

L'alourdissement de la fiscalité vous conduira-t-il à...

8% Limiter l'embauche de cadres étrangers

9,5% Expatrier vos cadres dirigeants

9,5% Délocaliser votre siège

13,5% Répartir les rémunérations sur plusieurs pays

Denjean & Associés a mené une enquête qualitative lourde sur la perception des « mesures Hollande ». Pas moins de 21 questions ont été posées, principalement sur la fiscalité. D'une manière générale, elles sont mal perçues, à l'exception notable du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), approuvé à... 70%, même si, selon Thierry Denjean, fondateur du cabinet éponyme, « peu de directeurs financiers ont recalé leurs budgets en conséquence ». A noter que la popularité de cette mesure est inversement proportionnelle à la taille de l'entreprise.

Pour le reste, notamment la suppression des abattements sur les

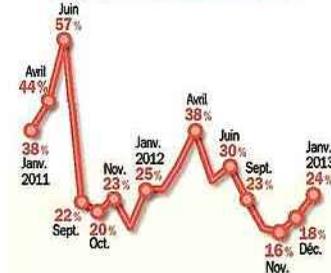
heures supplémentaires, c'est la levée de boucliers. Au niveau actuel du coût du travail, 38% du panel disent réfléchir à des réductions d'effectifs et/ou des externalisations hors de France. En revanche, ils ne sont qu'une infime minorité à vouloir quitter la France et près de 90% d'entre eux restent attachés à leur pays, considérant que « continuer à investir et produire en France est une contribution au redressement de la nation ». **P.-H. M.**

Méthodologie. Etude réalisée du 14 novembre 2012 au 17 janvier 2013 par Denjean Associés avec la société d'études marketing Epsy auprès d'un échantillon de 200 dirigeants d'entreprises de 50 à 200 salariés.

Des PME, bien que rassérénées par leur bilan 2012, restent sur leurs gardes

Selon le dernier Observatoire de la performance des PME-ETI de la Banque Palatine, les dirigeants d'entreprise « sont plutôt positifs quant au bilan de l'année écoulée ». Malgré la crise, la croissance était tout de même au rendez-vous pour la majeure partie des sociétés de ce panel représentatif, dont les effectifs sont restés stables. L'année 2013 s'annonce du même acabit, voire un peu meilleure, puisque la part de ceux qui prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires sur l'exercice (16%) est inférieure à celle relevée en janvier 2012 (21%). Et ce même si les intentions d'embauche sont moins bonnes. Pour le troisième mois consécutif, la perception de la conjoncture s'améliore, retrouvant ses niveaux de juin 2012. Plutôt rassérénés, les managers des entreprises petites, moyennes ou de taille intermédiaire sont moins obnubilés par la

Degré de confiance dans l'économie française à horizon de six mois



SOURCE : OBSERVATOIRE DE LA PERFORMANCE DES PME/ETI

recherche de productivité et sont une large majorité à affirmer n'avoir pas besoin d'actionnaires étrangers pour venir les épauler. Leur priorité, en ce début de 2013, est la stratégie commerciale. Histoire de profiter d'une possible embellie.

P.-H. M.

Méthodologie. Etude réalisée par OpinionWay, du 9 au 18 janvier 2013 auprès de 306 dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires annuel varie entre 15 et 500 millions d'euros.

« Délocaliser n'est pas le sujet. Au-delà des mesures Hollande, positives pour certaines, c'est la conjoncture qui inquiète. »

Jean-François Roubaud, président de la CGPME.

Autre mesure, le contrat de génération serait aussi trop éloigné de la réalité des entreprises : « Je suis assez déçu par les modalités d'application de ce contrat, qui est incitatif jusqu'à 300 salariés. Au-delà, on est considéré comme une grosse entreprise, ce qui pénalise les ETI comme nous », déplore David Simonnet, d'Axyntis, qui emploie... 340 personnes.

Quelques raisons d'espérer tout de même : la création du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est largement jugée positive. « Le dispositif va nous donner de l'oxygène : il nous permet de maintenir notre programme d'investissements de 50 millions sur trois ans », indique Jacques de Heere, PDG d'Acome. Emmanuel Vieillard, ex-directeur général d'InoForges, repris l'an dernier par Le Bronze industriel, et directeur du développement international du nouveau groupe, ajoute : « A InoForges, cela nous permet de conforter encore davantage l'équipe de R&D que nous avons démarrée grâce au crédit d'impôt recherche, avec l'embauche d'un ingénieur de haut niveau. »

Pas de délocalisations

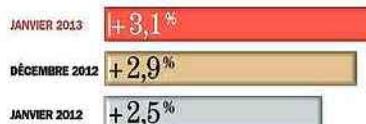
Autre élément qui devrait mettre du baume au cœur au gouvernement : malgré leur désamour, les PME et ETI françaises ne comptent pas s'expatrier. « Cela me coûterait dix fois moins cher de fabriquer en Chine, mais j'aurais dix fois plus d'ennuis », explique André Bousquet. Ma chance, c'est qu'on est dans le haut de gamme et qu'aujourd'hui la marque Meljac vaut quelque chose. » Jean-François Roubaud, président de la CGPME, résume : « Aujourd'hui, délocaliser, ce n'est pas le sujet. Au-delà des mesures Hollande, positives pour certaines, c'est la conjoncture qui inquiète. Les patrons prennent conscience maintenant que 2013 sera réellement difficile. » Jérôme Frantz, de la FIM, ajoute : « Aujourd'hui, les secteurs qui souffrent sont au bout du rouleau. Il y a une attente folle. Or on a l'impression que François Hollande hésite encore entre deux politiques. On a envie qu'il tranche et qu'il y aille! »

Thuy-Diep Nguyen avec Vincent Lamigeon et Aïce Mérieux

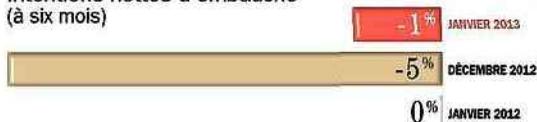
Une crise anticipée

Prévisions d'évolution

Chiffre d'affaires (sur l'exercice)



Intentions nettes d'embauche (à six mois)



Intentions nettes d'embauche de cadres (à six mois)



Pensez-vous que votre entreprise est attractive pour des investisseurs étrangers ?

